

## KIOSQUE ARABE

# Nos droits sur la graine de citrouille

Le spectacle d'un député surpris par une caméra fureuse à somnoler lors d'un débat parlementaire est d'une affligeante banalité. Tout le monde sait que les élus du peuple ont des réflexes populaires. Il n'y a que les salaires et les avantages "sociaux" qui donnent du caractère aux bâillements dans les travées. Sinon, un député est fait de chair et de sommeil et son droit au repos doit être respecté. La sieste parlementaire, judicieusement répartie, confère une certaine sérénité aux débats. Elle permet de mal entendre les attaques adverses et la peur de l'interrompre décourage souvent des ripostes aux effets boule de neige. Quand le ventre est plein, la tête chante, dit le proverbe. Et c'est dans la somnolence que prospèrent les fausses notes. Alors, autant s'assoupir plutôt que d'écouter les mauvaises gammes des confrères et risquer la tentation d'y répliquer. Les ministres aussi ont droit au bâillement lorsqu'ils sont dans une chambre, à condition, toutefois, que les questions orales ne les concernent pas directement. Il y a donc une entente tacite entre le bon peuple, ses élus et les membres du gouvernement qui ne doivent rien à la souveraineté populaire. Cette tradition étant acceptée par tous, malheur aux transgresseurs et aux innovateurs ! Même plongé dans un sommeil artificiel, l'électeur a le pouvoir de surveiller et de censurer l'attitude d'un député ou d'un ministre qui se permet des fantaisies. Les deniers du contribuable peuvent donner matière à bâiller, mais c'est les dilapider que de vaguer à d'autres penchants inutilement provocateurs. Comme celui de se faire les dents sur des graines de citrouille séchées et salées, un

spectacle affigeant que les médias nationaux nous épargnent, faute de mieux. C'est le crime impardonnable commis la semaine dernière par le Premier ministre égyptien, en personne, lors d'une séance parlementaire. Pendant que des députés s'employaient à éplucher les comptes de son gouvernement, le Dr Ahmed Nadjif écosait et grinçait, lui, des graines de citrouille. D'abord surpris, les journalistes se sont interrogés sur l'étrange comportement du chef du gouvernement inhabituel en ces lieux. En zoomant un peu plus, ils ont cadré les petites graines et se sont interrogés alors sur leur provenance. "D'où le chef du gouvernement a-t-il ramené ces graines ?" C'est la question que posaient les médias qui ont publié, le lendemain, des gros plans de Ahmed Nadjif et de ses amuseuses. Il y avait là, en effet, de quoi provoquer une crise grave et de mettre en péril les institutions.

Comme tout pouvoir arabe qui se respecte, celui de l'Egypte a réagi avec fermeté, nous apprend le quotidien de Londres, *Echarq-al-Awsar*.

Considérant que les photos étaient de nature à causer un grave préjudice au pays, le président du Parlement a pris une décision, somme toute logique :

il a interdit aux photographes de suivre les débats. Ils ne sont plus autorisés à utiliser leurs appareils que durant cinq minutes pour prendre les photographies officielles. La décision a suscité, évidemment, la colère des journaux et des photographes qui envisagent de boycotter purement et simplement les travaux de l'Assemblée.

Aucun journal ne s'est avisé d'enquêter sur l'origine des graines de la discorde. S'ils s'étaient donné

la peine de chercher, ils sauraient que la graine de citrouille fait partie de notre patrimoine inaliénable. Nous ne faisons pas de miracles puisque notre survie en est un mais si nous ne savons pas transformer les citrouilles en carrosses, nous en prenons de la graine. Nous devons avoir à cœur de défendre nos droits sur la graine de citrouille avec la même passion que pour l'or du Hoggar. Cette graine chétive, mais saine, est un élément stratégique de notre dispositif national de renouvellement des énergies. Les jeunes des quartiers qui ont eu tout le loisir de réfléchir à la question, l'appellent "Tachghil Echabab", "Emploi de jeunes". Ce qui dénote l'importance de ces petites graines plus faciles à saler et à griller que les cacahuètes. Elles ont d'ailleurs avantageusement remplacé ces dernières lors des pénuries pré-capitalistes.

Je ne crois pas que nos ministres et nos députés s'adonnent à ce plaisir honteux. Car, s'ils veulent bien se dire pauvres dans leurs déclarations de patrimoine, il n'est pas question, pour eux, de paraître démunis. On sait aussi que si les fameuses graines ont un effet positif sur la prostate, il est encore plus notable que les amandes agissent mieux et ont des résultats plus palpables. Elles ont aussi l'avantage d'être plus chères, ce qui vous situe immédiatement leurs consommateurs.

Heureusement, donc, que le chef du gouvernement égyptien est venu redorer le blason de notre "zari'a" nationale. De la bonne graine d'Algérie, mûrie dans la citrouille nationale, voilà de quoi mettre plein d'idées dans la caboche des ministres égyptiens confrontés au problème du chômage. Sans compter que ce n'est

qu'un prêteur pour un rendu. Hormis Naguib Mahfouz et Oum Kaltoum, nous devons beaucoup de bienfaits de ce genre à la "Mère de l'univers".

Comme une bonne nouvelle ne vient jamais seule, l'historien égyptien Saïd Qimni vient de confirmer son retour à l'écriture après une longue absence consécutive aux menaces islamistes. Dans un long texte publié la semaine dernière sur le site de "Middle East Transparency", l'historien raconte sa longue traversée du désert et les circonstances qui l'y ont conduit. Il annonce qu'il revient plus que jamais avec ses idéaux de vérité et de liberté, en dépit du danger qu'il encourt. Pour terminer, l'historien tient les autorités égyptiennes pour responsables au cas où les menaces de mort proférées à son encontre seraient mises à exécution. Il affirme, enfin, qu'il est revenu dans son pays après un séjour pour soins à l'étranger.

Il a été tenté par l'exil aux Etats-Unis (allusion à Chaker Naboulci qui vit aux USA) mais il n'a pu s'y résoudre et a préféré poursuivre son combat en Egypte.

Une note d'espoir à rapprocher de cet appel de détresse lancé par le plus populaire des journalistes de Ghaza, Hafehdh Al-Barghouti. Le rédacteur en chef du journal *Al-Hayat al Jadida* interpelle les dirigeants du Hamas et du Fatah par cette injonction : "Prenez Ghaza!". "Prenez Ghaza, leur dit-il, et érigez dessus l'Etat des Frères" (musulmans). Et vous, voici la Cisjordanie et faites-en l'Etat des pères (fondateurs). Prenez Ghaza et laissez-nous tranquilles ! Créez l'Etat des portefeuilles ministériels, avec leurs dollars et leurs indemnités. Ma patrie est devenue une valise et, moi, je pars en voyage !"



Par Ahmed HALLI  
[halliahmed@hotmail.com](mailto:halliahmed@hotmail.com)

De son côté, l'universitaire palestinien Omar Massalha a été l'hôte mercredi dernier des conférences de l'Anep. Devant un auditoire, venu manifestement entendre des cris de guerre, Omar Massalha a dit deux ou trois vérités qui dérangent, aussi bien à Alger qu'à Ghaza. Ce qui se joue actuellement, ce n'est pas le sort de l'Etat palestinien, mais l'avenir immédiat des dirigeants et de leur prébende. Hamas ne veut pas d'un Etat palestinien mais veut fonder un Etat islamique, noyau du futur califat, ce qui n'est pas l'objectif national palestinien. On ne peut pas avoir un gouvernement, des députés sous la tourelle des canons israéliens et dire qu'on fait de la résistance. Ni le Hamas ni le gouvernement israélien ne veulent trouver une solution au conflit. Ils sont surtout d'accord pour gérer ce conflit et non pas pour le résoudre.

Des données qui expliquent fondamentalement le cri de désespoir de notre confrère palestinien.

A. H.

### POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)

## TOT OU TARD, JUSTE APRES OU UN PEU AVANT !

«Pour fêter sa libération, cheb Mami va organiser un grand concert. Les journalistes sont cordialement invités.»

Même les femmes photographes ?

Dans la série «L'Algérie avance à coups de phrases énigmatiques», le palmarès vient de s'enrichir grâce au ministre de la Kom. Hachemi Djjar a annoncé que le secteur audiovisuel sera ouvert au privé «tôt ou tard, l'essentiel étant de ne pas brûler les étapes». Ceux qui voudraient décoder ce genre de messages très certainement crypté au 3e degré doivent commencer par faire une chose très importante : annuler tous leurs rendez-vous et engagements pour la journée. Mon petit doigt me dit même qu'ils risquent d'y passer plus d'une journée. Commençons donc par la première partie de l'énigme, avec ce «tôt ou tard». On est bien obligé de poser la question, ou plutôt les questions : est-ce que c'est plus proche de «tôt» que de tard ? Ou l'inverse ? Quand le ministre dit «tôt», est-ce qu'il sous-entend «tôt» tout court ? Très «tôt» ? Moyennement «tôt» ? Relativement «tôt» ? Ou pas trop «tôt» quand même ? Et lorsqu'il dit «tard», faut-il comprendre pas trop «tard» ? Juste à temps pour arriver pile à l'heure sur le «tard» ? Très «tard», car les bonnes choses savent se faire attendre ? Ou assez «tard» pour que ni nous ni nos enfants ni nos petits-enfants espèrent voir un jour l'ouverture de cet audiovisuel ? Ceci pour la première partie de l'énigme. Pour la seconde partie, je vous demande,

non plus seulement d'annuler vos rendez-vous du jour, mais carrément tous ceux de la semaine : «Il ne faut pas brûler les étapes !» a dit le ministre. Moi, je dis qu'il doit y avoir un quiproquo. Peut-être que Monsieur Djjar a interverti ses fiches et a lu un discours qu'il avait écrit à l'attention de la gazette des pompiers. Parce que franchement, je ne vois pas pourquoi il parle de «brûler» de pauvres étapes inoffensives à des journalistes qui ne demandent que la libéralisation de l'audiovisuel ? Ça n'a pas de sens ! Si l'on avait accusé les confrères français d'avoir voulu brûler les étapes lorsqu'ils ont mené le combat pour l'ouverture de leur champ audiovisuel, le Tour de France n'existerait pas sous sa forme moderne, c'est-à-dire une course à étapes. La boucle (si j'ose dire) ainsi bouclée, je ne nous trouve pas plus avancés qu'au début de la chronique, à l'annonce de l'énigme du très énigmatique Monsieur Djjar. Mais en même temps, personne n'a jamais dit que le but du jeu était de résoudre les énigmes. Jamais ! Ou alors, c'est qu'on a envie d'embêter son monde avec des questions tordues du genre «Messieurs, avez-vous, oui ou non, la volonté de libérer l'audiovisuel ?» Le genre de questions tellement tordues et vicieuses qu'on ne peut y répondre par «tôt ou tard». Mais juste par «oui» ou par «non». Sinon, on ne répond pas, on tâte sa poche pour vérifier que la clé de la porte de la cellule où est enfermé l'audiovisuel est bien là, et on fume du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.



	<b>Institut de finances et management en partenariat avec Université de la formation continue</b>	<b>I F M A</b> 05, Avenue Messaoud Taleb BP 351 - El-Biar - Alger Tél.fax : (021) 92 02 78 Tél.fax : (021) 92 92 11
	<b>DIPLOME DE POST-GRADUATION SPECIALISE EN :</b> > Finance et comptabilité > Gestion des ressources humaines > Management de la qualité > Intelligence économique Formation habilitée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique PUBLIC : Titulaires d'un diplôme de graduation universitaire justifiant d'un minimum de trois (03) années d'expérience professionnelle.	